

**ARRÊTÉ**  
**portant mise en demeure à l'encontre de la société REVIVAL**  
**située Lieu-dit « les Musets » à Amilly (45)**

**La Préfète du Loiret**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8-I, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

**Vu** le décret du 10 février 2021 nommant Madame Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2008 imposant à la société RIC ENVIRONNEMENT des prescriptions complémentaires visant à renforcer les dispositions en matière de prévention des risques pour son établissement situé à AMILLY, au lieu-dit « Les Musets » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 25 février 2014 mettant à jour le classement administratif du site exploité par la société BARTING RECYCLING sur le territoire de la commune d'Amilly, au lieu-dit « Les Musets » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 avril 2018 portant agrément de la société VALRECY pour l'exploitation d'un centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (Centre VHU) sur la commune d'Amilly ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019 autorisant la société REVIVAL à poursuivre l'exploitation de l'installation située au lieu-dit « Les Musets » sur la commune d'AMILLY, actualisant le classement et portant agrément pour l'exploitation du centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (« Centre VHU ») ;

**Vu** le rapport de l'inspectrice de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 mai 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** la notification à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susceptible d'être prononcé à son encontre ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 16 juin 2022 ;



**Considérant** que l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté lors de l'inspection du site le 14 avril 2022 :

- de nombreuses incohérences entre le code déchet, le nom usuel du déchet, l'origine du déchet et les risques inhérents au déchet sur plusieurs fiches d'information préalable à l'admission ;
- que les résultats des analyses portant sur la qualité des effluents liquides rejetés au milieu naturel montrent une concentration en hydrocarbures totaux supérieure à la valeur limite fixée à l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019 ;
- que les aires de transit des déchets et de circulation ne sont pas étanches et présentent des dégradations importantes sur de nombreuses parties du site ;
- que les bouteilles de gaz récupérées depuis l'inspection précédente ne sont pas stockées dans des racks métalliques fermés ;
- la réception de véhicules hors d'usage en provenance de départements non limitrophes au département du Loiret ;
- que l'aire de stationnement des engins d'incendie ne dispose pas d'une voirie lourde ;
- que l'aire de stationnement des engins d'incendie ne dispose pas d'une pente douce permettant d'évacuer l'eau de ruissellement ou de refroidissement ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 13.II de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, des articles 2.5.1. et 2.7.6. et du chapitre 3.1 et 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008 et des articles 3.4. et 4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019 ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les prescriptions de l'article 13.II de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, des articles 2.5.1. et 2.7.6. et du chapitre 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008 et des articles 3.4. et 4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

## ARRÊTE

**Article 1** - La société REVIVAL exploitant une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, un point d'apport volontaire de déchets de métaux pour les particuliers et un centre VHU au lieu-dit « Les Musets » sur la commune d'Amilly est mise en demeure de respecter :

- sous un délai d'un mois :
  - les prescriptions réglementaires des articles 2.5.1. et 2.7.6. (voirie lourde et pente douce de l'aire de stationnement des engins) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008 et les prescriptions réglementaires de l'article 3.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019 susvisés ;



- **sous un délai de deux mois :**

- les prescriptions réglementaires de l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019 susvisé ;

- **sous un délai de trois mois :**

- les prescriptions réglementaires de l'article 13.II de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;

- **sous un délai de six mois :**

- les prescriptions réglementaires du chapitre 3.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008 susvisé

à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** - Afin de respecter les termes de la présente mise en demeure, la société REVIVAL adresse, sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, un descriptif des mesures mises en place pour assurer le respect des dispositions précitées.

**Article 3** - Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le sous-préfet de Montargis, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le **22 JUIL. 2022**

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général absent  
Le secrétaire général adjoint



Christophe CAROL

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Copie pour information :

- Mairie d'Amilly
- UD 45 – DREAL
- Sous-Préfet de Montargis